« Faire de la politique ! »

Ce que les différentes sensibilités de la plateforme A ont en commun, c'est surtout, 1) donner la priorité aux luttes, et 2) le refus de toute alliance avec les composantes FDG aux élections, ou en tout cas d'un NPA passant son temps à dire publiquement que « nous laissons la porte ouverte ». En revanche, nous pensons que les autres composantes de la PFA se limitent presque totalement à cet aspect, qui est insuffisant pour nous. On peut résumer ce que nous voulons par « faire de la politique », mais vu l'utilisation de cette expression dans des sens très différents, il faut développer…

Oser planter le communisme dans le décor

Premièrement, comme nous le disons depuis longtemps, nous voulons dépasser « l'anticapitalisme » pour porter en positif un projet d'émancipation : remettre dans le décor le communisme.

Le mouvement ouvrier est né à la fois, indissociablement, des luttes réelles, petites et grandes, et d'idées neuves, de projets politiques foisonnants et vivement débattus. Les projets socialistes, communistes ou anarchistes ont nourri les luttes syndicales et politiques qui ont arraché des progrès démocratiques, sociaux et culturels pour notre classe, et leurs erreurs ont eu, aussi, des conséquences graves sur ces luttes. Du *Manifeste communiste* aux programmes de la IIIe internationale, les marxistes qui ont inspiré des mouvements de masse l'ont aussi fait avec l'aide d'une solide perspective.

La renaissance du mouvement ouvrier au 21e siècle ne peut passer que par de nouvelles luttes de classe, mais nourries par de nouveaux combats d'idées. Après les trahisons et l'intégration complète de la social-démocratie dans le capitalisme et l'État bourgeois, après les horreurs du stalinisme contre-révolutionnaire, il est crucial de redonner vie au projet communiste. Et ce projet ne peut qu'intégrer et fusionner les acquis des luttes ouvrières, des idées communistes, mais aussi des combats anti-impérialistes, anti-racistes, féministes, écologistes, des luttes LGBTI.

« Dix pas en avant des masses ? »

Bien sûr, l'anticapitalisme fait peur à beaucoup de gens, et nous ne prétendons pas qu'en nous disant «communistes révolutionnaires » nous allons attirer subitement les foules. Bien sûr, aujourd'hui seule une minorité est prête à nous rejoindre sur ce discours. La clarté nous aidera, par contre, à regrouper une minorité révolutionnaire convaincue. Certains nous accusent caricaturalement de nous adresser cette minorité « à la place » de nous adresser aux masses.

Premièrement, nous ne pensons pas que les camarades qui mettent en avant des choses comme « l'opposition de gauche » ou le « gouvernement anti-austérité » s'adressent « aux masses », mais plutôt à *une certaine minorité*.

Ensuite, même si notre milieu est imprégné d'idées réformistes ou même libérales, nous intervenons bien sûr dans des syndicats ou des collectifs qui ne sont pas « révolutionnaires » et nous essayons d'y faire militer toutes les bonnes volontés pour résister. Le problème n'est pas là.

Mais déjà un premier constat : les militant-e-s qui font tourner ces cadres unitaires sont la plupart du temps influencés directement ou indirectement par des courants politiques, que ce soit des vieux militants (ex-)PC dans telle CGT locale, des jeunes liés à l'autonomisme dans telle coordination d'intermittents-précaires… Sans même parler du problème des échelons de pouvoir (bureaucrates divers, intermédiaires ou en chef), la politique n'est pas absente des syndicats. Partout où il y a des luttes, il y a des militant-e-s qui se posent des questions. Et quand ils-elles sont suffisamment engagé--s pour maintenir une activité sur la durée, c'est la plupart du temps qu'ils-elles ont un projet, même très confus, même réformiste ou même pas formulé. Tout ça pour dire qu'on ne peut pas faire une séparation binaire entre le NPA, où l'on parle (des fois) du projet révolutionnaire entre nous, et nos milieux dans lesquels il faudrait le cacher.

Bien sûr, il nous faut être des militant-e-s de terrain, gagner de la confiance en se rendant utiles au quotidien, côte à côte avec des militant-e-s d'autres courants et des travailleur-se-s non encarté-e-s. Et on doit bien sûr savoir être souple dans un tract unitaire, un collectif, etc. Mais cela ne nous empêche pas d'être identifié-e-s. Tel-le camarade CGT défend que le « débouché » de son syndicalisme, ce serait un bon « gouvernement de gauche » ? Soit, nous nous n'y croyons pas, et nous sommes pour le pouvoir des travailleur-se-s ! Bien sûr, cette idée radicale ne pourra *progresser* à une échelle large que sur la base d'embryons de pouvoir concrets (comités de grève, AG interpro…). Mais pour *progresser*, il faut déjà qu'elle existe.

Des « mesures d'urgence » à la transition

Jusqu'à présent le NPA ne met en avant (vers l'extérieur) que des « mesures d'urgences » : SMIC à 1700 €, partage du temps de travail, interdiction des licenciements… Mais sur les *moyens* d'y parvenir, c'est le plus grand flou qui règne. Dans la pratique, sous la direction de la PFC, le NPA a trop souvent endossé des moyens qui sont ceux des antilibéraux, au nom de l'unité : l'audit citoyen de la dette, la « révolution fiscale », la taxation des actionnaires…

Nous pensons qu'il y a un accord global dans la PFA pour s'opposer à *ce type* de « front unique », parce qu'il véhicule des illusions sur les moyens révolutionnaires que nous défendons. Mais en revanche, les autres sensibilités de la PFA veulent se limiter aux « mesures d'urgence », et en guise de moyens, se limiter à l'appel à la lutte (des manifestations jusqu'à la grève générale).

Le tout se voulant d'une orthodoxie matérialiste discutable : « les travailleur-se-s vont lutter, et se radicaliseront ensuite ». Bien sûr, les étincelles et les explosions de colère qui s'emparent de secteurs entiers sur des questions très prosaïques existent, et sont

fondamentales dans notre « hypothèse stratégique ». Mais ce qui fait que les idées révolutionnaires gagnent du terrain dans ces moments-là, c'est aussi le fait que des militant-e-s convaincu-e-s, donc politisé-e-s, sont présent-e-s. Nos tracts quotidiens en tant que NPA sont bien plus utiles si nous expliquons pourquoi nous ne comptons que sur le rapport de force et pourquoi les capitalistes auront le dernier mot tant qu'on ne prendra pas le pouvoir. Si nous en restons à l'incantation « il faut lutter », nous ratons des occasions de convaincre des sympathisant-e-s que les solutions électoralistes sont des impasses. Par ailleurs, les réformistes sont en général libres de prétendre qu'ils sont « aussi » pour les luttes…

Les mesures d'urgences sont fondamentales pour s'adresser le plus largement possible, pour partir de revendications que peuvent reprendre largement les travailleur-se-s. Comme cela se vérifie dans de nombreuses boites (les luttes les plus médiatisées mais aussi de nombreuses qui sont invisibilisées), des travailleur-se-s essaient de s'opposer à la perte de leur emploi, ou même luttent malgré la crise pour des augmentations (lors des NAO notamment).

Mais nous pensons qu'il est temps que le NPA fasse explicitement une « transition » entre les mesures d'urgences et la révolution. A ceux qui parlent de « loi contre les licenciements boursiers », nous devons opposer le refus du pouvoir patronal : expropriation, nationalisation, autogestion ! A ceux qui parlent de tambouille fiscale pour « redistribuer les richesses », nous devons opposer la récupération des moyens de produire les richesses. A ceux qui parlent de « séparation du MEDEF et de l'Etat », nous devons opposer la suppression du MEDEF et le remplacement des politiciens parasites par des délégué-e-s révocables à tout moment.

Julien Varlin, le 11 août 2016